

Zitierhinweis

Brazzoduro, Andréa: Rezension über: Bruna Bagnato, *L'Italia e la guerra d'Algeria (1954-1962)*, Soveria Mannelli: Rubbettino, 2012, in: ~ *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2014, 3 - Méditerranée, S. 837-839, DOI: 10.15463/rec.36281677, heruntergeladen über Website

Annales

Histoire, Sciences Sociales

copyright

Dieser Beitrag kann vom Nutzer zu eigenen nicht-kommerziellen Zwecken heruntergeladen und/oder ausgedruckt werden. Darüber hinausgehende Nutzungen sind ohne weitere Genehmigung der Rechteinhaber nur im Rahmen der gesetzlichen Schrankenbestimmungen (§§ 44a-63a UrhG) zulässig.

ouvrages de sciences sociales parus en langue française, les éditeurs italiens traduisent surtout les genres littéraires et en particulier des romans. Au total, l'auteur identifie 4 483 livres français traduits en italien entre 1886 et 1913. Parmi eux, plus de 2 500 émanent du genre littéraire, dont 1 792 sont des romans, ce qui témoigne de l'écrasante domination du genre. Or, R. Muller insiste, ce ne sont pas les œuvres d'auteurs consacrés par la critique qui franchissent le plus la frontière mais plutôt les différentes formes du roman populaire. Les œuvres de Stendhal ou Gustave Flaubert connaissent peu de nouvelles traductions, notamment parce que ceux qui souhaitent les lire en Italie préfèrent la version originale, à l'instar des familiers du cabinet de lecture Vieusseux, à Florence. Le dernier chapitre s'appuie sur le cas de Milan, ville en forte croissance démographique durant la période et lieu d'observation privilégié des mutations du rapport de la population urbaine italienne au livre.

Dès lors, à la lueur de cette enquête, il est possible de considérer avec l'auteur que, si la diffusion du livre français en Italie a pu avoir un impact sur la formation dans la péninsule d'un imaginaire concernant le pays voisin, cette présence est demeurée ambivalente. Celle-ci agit moins comme un outil mécanique de rapprochement que comme une source susceptible d'alimenter défiance et fascination, non seulement envers la France mais surtout envers Paris, cadre de nombreux feuilletons et romans populaires traduits en italien durant la période.

JÉRÉMIE DUBOIS

Bruna Bagnato

L'Italia e la guerra d'Algeria (1954-1962)

Soveria Mannelli, Rubettino, 2012, 799 p.

L'historiographie sur la guerre d'Indépendance algérienne, déjà très riche et abondante, connaît depuis plusieurs années un profond renouvellement suscité en partie par l'arrivée de nouveaux chercheurs porteurs d'une approche globale du conflit. Ainsi, la guerre d'Algérie, libérée d'une optique franco-algérienne étriquée et resituée dans le cadre analytique des

équilibres globaux de l'après Seconde Guerre mondiale, a pu être définie comme une « révolution diplomatique¹ ». La France, qui avait remporté la bataille sur le terrain militaire, perdit néanmoins la guerre sur le plan politique, ce que Jean Lacouture avait qualifié de « paradoxe absolu² ».

Le livre de Bruna Bagnato participe de ce renouveau, restituant dans le moindre détail la complexité de l'enjeu géopolitique méditerranéen vu de l'Italie, « seul pays à la fois atlantiste, européen et anticolonial » (p. 18). Le cas italien, qui avait déjà attiré l'attention des historiens français³, trouve ici une étude de référence.

L'objectif de l'auteure est de « comprendre comment l'Italie s'est mesurée à la question algérienne en essayant de donner un poids aux variables de nature internationale et interne qui, dans leur entrecroisement, déterminèrent sa perception du conflit (et les, éventuelles, réactions) » (p. 12). Elle y parvient dans un livre-fresque imposant sur un épisode crucial de l'après-guerre en Italie et dans le monde, au moment où « l'axe Nord-Sud croisait, et modifiait, les termes de la confrontation Est-Ouest », déplaçant ainsi « la guerre froide sur le nouveau terrain d'une 'coexistence compétitive' où le mètre de la puissance devenait beaucoup plus ductile et articulé » (p. 215).

Par une approche diachronique fine, B. Bagnato suit l'élaboration de la politique étrangère italienne au plus près : sont analysés au jour le jour, souvent heure par heure, les contradictions, les revirements, les ambiguïtés d'une politique écartelée entre fidélité européenne et atlantiste d'un côté et velléité de se tailler un rôle d'importance en Méditerranée, notamment vis-à-vis des entités indépendantes naissantes en Afrique du Nord, de l'autre.

À l'aide d'une mobilisation de sources archivistiques parfois vertigineuse, les positions de tous les acteurs sont prises en compte : présidence de la République, Premier ministre et gouvernement, ministère des Affaires étrangères, partis politiques, presse. Sont aussi considérées, en nécessaire contrepoint, les positions des pays du Maghreb, des États-Unis, de l'Europe et, évidemment, de la France ; la relation franco-italienne constituant le vrai « fil

rouge du travail » (p. 14). Les événements sont, de fait, souvent analysés à plusieurs reprises. Mais ce qui pourrait sembler de prime abord redondant se révèle être une technique efficace pour apprécier – dans une sorte d'« effet Rashomon » – la lecture singulière que chacun des acteurs donne des événements, selon son point de vue et ses priorités.

En 1949, l'Italie, suite à la perte de ses colonies africaines (Libye, Érythrée et Somalie) sur décision de l'ONU, avait rapidement considéré l'« opportunité de l'anticolonialisme comme moyen d'action diplomatique » (p. 34). Toutefois, si ce choix « pro-arabe » imposa un « double registre de langage » (p. 39), l'option occidentale et européenne ne fut jamais remise en question. Il en est de même pour le rapport privilégié entretenu avec la France. Non seulement parce que sans la France la construction européenne aurait probablement été abandonnée, mais également parce que, dans une politique avouée de *do ut des*, l'appui du voisin transalpin pouvait être déterminant pour obtenir un siège à l'ONU ou prendre part aux débats sur les questions encore ouvertes de Trieste et du Haut-Adige. Une fois entrée à l'assemblée générale des Nations unies, l'Italie ne manqua ainsi jamais de soutenir la France, laquelle contestait toute intrusion onusienne dans son « problème interne » relatif au « maintien de l'ordre en Afrique du Nord ». Une dérogation au principe de la *domestic jurisdiction*, pensait-on d'ailleurs à Rome, aurait pu avoir de désagréables conséquences dans le contentieux *alto-atesino* avec Vienne.

B. Bagnato identifie deux phases dans l'attitude italienne à l'égard de la guerre : avant et après mai-juin 1958. À une politique initiale très prudente succède, après le retour de Charles de Gaulle et son discours sur l'autodétermination en 1959 notamment, une diplomatie plus soucieuse des intérêts économiques et politiques de l'Italie sur l'échiquier méditerranéen. Ce qui correspond au moment où s'élabore l'hypothèse du centre-gauche, ainsi qu'une politique dite « néo-atlantiste » qui devait permettre à la Démocratie chrétienne (DC) et au Parti socialiste d'« expérimenter sur le plan international des convergences qui auraient pu préparer la voie de leur future collaboration

gouvernementale » (p. 210). Le secrétaire de la DC, Amintore Fanfani, le président d'Ente Nazionale Idrocarburi, Enrico Mattei, le président de la République, Giovanni Gronchi, ainsi que le maire de Florence, Giorgio La Pira, furent les artisans de ce « nouveau courant » de la politique méditerranéenne de l'Italie. Politique tant officielle qu'officieuse, caractéristique d'un pays toujours contraint à l'oxymore, parce que s'il restait indéniablement attaché à l'Europe et à l'OTAN, le gouvernement italien se trouvait en même temps confronté à une opinion publique qui, à partir de 1957, regardait la lutte des Algériens avec une sympathie croissante. Cette nouvelle « guerre de libération » rappelait directement aux Italiens la *Resistenza* ou même, aux plus cultivés, la *Risorgimento*.

Au quai d'Orsay, le ministère n'avait que peu de compréhension pour une politique jugée « équivoque », à l'image de celle des ducs de Savoie « qui aimaient avoir une carte dans chaque jeu » (p. 576). Le livre de B. Bagnato démontre au contraire que, lorsqu'il fallut choisir, et voter (comme à l'ONU), le gouvernement italien s'accorda toujours prioritairement avec l'axe OTAN-Europe-France, parfois même au détriment de ses intérêts économico-politiques en Méditerranée. La thèse d'une Italie constamment philo-arabe, car animée par une politique énergique libre et agressive, est ainsi fortement redimensionnée, sans que soit pour autant oublié le rôle très peu *politically correct* de Mattei, auquel sont dédiées plusieurs pages éclairantes.

En fin de compte, conclut B. Bagnato, la guerre d'Indépendance algérienne vue depuis la péninsule ne fut rien d'autre qu'une « sorte de banc d'essai d'une possible évolution de la politique étrangère italienne, de ses potentialités, de ses limites, de sa capacité d'intercepter les exigences changeantes d'un pays qui se préparait d'abord et arrivait ensuite à la politique du centre-gauche et du boom économique » (p. 749-50).

La lecture terminée, on ressent toutefois un certain décalage. L'ouvrage ne traite en fait que très peu des Algériens, et encore moins des combattants. L'approche par l'histoire des relations internationales revendiquée par l'auteure

est bien sûr légitime et menée avec finesse, mais ne pas prendre en compte le déroulement de la guerre sur le terrain peut conduire à surévaluer l'importance du politique, voire à négliger l'indispensable distance à conserver vis-à-vis de ses sources. C'est le cas, entre autres, du massacre du village de Melouza que B. Bagnato considère comme une conséquence directe de « la chute du gouvernement Mollet et de la crise politique française » (p. 224).

Dans un ouvrage par ailleurs si précis et détaillé, on est surpris par la relative pénurie d'informations sur les Algériens, et par les fréquentes et malencontreuses erreurs orthographiques au nom du futur président Ferhat Abbas. Le titre du livre prête aussi à confusion. B. Bagnato restreint l'« Italie » au gouvernement et à la diplomatie, alors que peu de pages sont dédiées à l'« opposition militante » de gauche ou de droite. Pourtant les liaisons – idéales mais aussi réelles – entre le FLN et la gauche, ainsi qu'entre l'OAS et les néofascistes furent importantes, et ne manquèrent sûrement pas

d'inquiéter le gouvernement. Suivant l'étude pionnière de Quinn Slobodian sur le cas allemand⁴, l'influence de la guerre d'Indépendance algérienne dans la généalogie de la nouvelle culture politique qui marqua les « années de la conflictualité », le « long 68 » italien reste encore à étudier, autant à gauche qu'à droite.

ANDREA BRAZZODURO

1 - Matthew J. CONNELLY, *L'arme secrète du FLN. Comment de Gaulle a perdu la guerre d'Algérie*, trad. par F. Bouillot, Paris, Payot, [2002] 2011.

2 - Jean LACOUTURE, *Algérie 1962, la guerre est finie*, Bruxelles, Éd. Complexe, 2002, p. 24.

3 - Romain H. RAINERO, « L'Italie entre amitié française et solidarité algérienne », in J.-P. RIOUX (dir.), *La guerre d'Algérie et les Français*, Paris, Fayard, 1990, p. 389-396; Stéphane MOURLANE, « La guerre d'Algérie dans les relations franco-italiennes (1958-1962) », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 217-1, 2005, p. 77-90.

4 - Quinn SLOBODIAN, *Foreign Front: Third World Politics in Sixties West Germany*, Durham/Londres, Duke University Press, 2012.